

que religieuse ou de doctrine – décisions qui resteraient la responsabilité des districts religieux locaux.

Presque immédiatement, le président du comité de direction Andrew S. Kinsinger, du comté de Lancaster, rencontra des agents du Selective Service et commença à négocier un accord de compromis – rendu définitif en 1969 – dans lequel les jeunes hommes pouvaient servir de main-d'œuvre agricole en remplacement du service militaire. Selon ses termes, l'Église louait des fermes qui étaient la propriété privée d'amish pour des périodes de 26 mois et engageait chaque propriétaire comme « directeur » agricole. Les recrues amish devaient alors travailler dans ces fermes pendant deux ans. Dans les dernières années de la conscription, beaucoup d'amish choisirent ce genre de travail, alors que d'autres continuaient de choisir le travail dans les hôpitaux. Même après la fin de la conscription, le Comité de direction national continua à se réunir et à servir d'intermédiaire dans d'autres conflits entre l'Église et l'État²².

Encore des démêlés sur la scolarité

Une autre source de contestation avec l'État demeurait : l'instruction qu'il convenait de donner aux enfants amish. Les amish refusaient de les envoyer dans de grandes écoles primaires où les enfants étaient regrou-



Pour le repas de midi les enfants de l'école amish mangent ensemble devant leur école.

22. Steering (1973) fournit les sources principales relatant en détail la rencontre et les accords.

pés ou dans des établissements secondaires de toutes sortes, ce qui provoquait des accrochages répétés avec la loi²³. À la fin des années 1950 et 1960, le rythme de regroupement des écoles publiques augmenta dans les zones rurales, et davantage d'écoles amish privées ouvrirent leurs portes. Pendant cette période, des parents amish du Kansas et de Pennsylvanie se retrouvèrent devant les magistrats locaux, pour payer des amendes et même purger des peines de prison.

Les fonctionnaires locaux en certains endroits mirent au point des compromis qui permettaient aux amish de gérer leurs propres écoles sans interférence, ou organisaient des écoles publiques rurales pour répondre à leurs besoins. Et, dans quelques cas, des enfants suivirent des cours par correspondance, dans un effort de répondre aux demandes d'éducation de l'État sans se rendre dans les collèges modernes. En 1955, la Pennsylvanie mit au point un projet d'« école professionnelle », copié plus tard par plusieurs autres États. Avec ce système, les jeunes amish qui avaient terminé le huitième niveau étaient libres de travailler à la maison, ils devaient se rendre dans une « école professionnelle » spéciale une matinée par semaine jusqu'à l'âge de quinze ans. Là, ils continuaient à pratiquer les disciplines scolaires et remettaient des comptes rendus hebdomadaires. En 1967, le gouvernement de l'Ontario accorda aussi aux amish le droit d'établir et de diriger leurs propres écoles sans tenir compte des règlements provinciaux²⁴.

En d'autres endroits, cependant, les accords de travail restaient évasifs, et certaines communautés étaient continuellement en conflit. Un des cas les plus médiatisés se produisit près de la ville de Hazelton, dans le comté de Buchanan, Iowa²⁵. Après le regroupement scolaire de 1947 autour de Hazelton, les membres du Vieil Ordre local enlevèrent leurs enfants des écoles publiques. À la place, ils rouvrirent deux écoles publiques abandonnées à salle unique, engagèrent des enseignants et gèrent eux-mêmes les locaux. Quatorze années plus tard, des habitants de Hazelton et d'une ville voisine votèrent la réunion de leurs deux écoles déjà regroupées. Cela ne plut pas à certains citoyens de Hazelton qui protestèrent contre le déplacement de leur école dans le comté voisin, mais comme les amish croyaient que le nouveau district regroupé leur permettrait de conserver leurs écoles, un certain nombre d'entre eux

23. Meyers (2003) recense les conflits. Voir aussi la liste des cas dans Keim (1975, p. 93-98) et Place (2003).

24. Lapp (1991, p. 191-518) fournit les documents sources. Le compromis de l'école professionnelle fut mis en place le 10 avril 1956. Pour le récit, voir Kraybill (2004, p. 217-219). Des informations sur l'Ontario par David Luthy, Aylmer, Ontario.

25. L'histoire de Hazelton résumée ici est détaillée dans Erickson (1975b); voir également « The Old Order », *Newsweek*, 6 décembre 1965, p. 38.

avaient voté pour la fusion. Finalement, il est possible que ces votes aient été décisifs, et les citoyens d'Hazelton mécontents de cette union n'admirent pas le vote des amish en faveur d'un district commun auquel les enfants du Vieil Ordre n'apporteraient vraisemblablement pas leur participation.

De toute façon, le nouveau district scolaire regroupé n'avait aucune intention d'accorder aux amish la liberté de gérer leurs propres écoles. Des fonctionnaires visitèrent les écoles à salle unique et les déclarèrent trop vétustes pour une utilisation à long terme. Les amish pouvaient continuer d'utiliser les bâtiments deux années de plus, et seulement jusqu'au sixième niveau; les élèves plus âgés devant fréquenter le collège public.

Les amish regimbèrent, et, à l'automne 1962, rouvrirent leurs établissements avec leurs propres enseignants non certifiés. Les pouvoirs locaux promirent de prendre des mesures contre les écoles ne répondant pas aux normes d'instruction gouvernementales. Pourtant, le cas n'était pas inhabituel. Les écoles privées amish comme celles condamnées dans le comté de Buchanan recevaient couramment l'accord de l'État pour opérer en d'autres endroits de l'Iowa. L'emploi d'enseignants non certifiés n'était pas non plus particulièrement rare; à l'époque, la moitié des établissements publics d'enseignement secondaire de l'Iowa engageaient des enseignants non certifiés. Ce qui était exceptionnel dans le comté de Buchanan était l'émotion civique qui prévenait tout compromis.

La controverse couva jusqu'à l'automne 1965. Les autorités prirent alors la mesure de fermer les écoles amish, invoquant le fait que leurs enseignants étaient non certifiés pour justifier leur action. Le matin du 19 novembre, des agents gouvernementaux arrivèrent à l'une des écoles, dans l'intention de faire monter les écoliers dans un autobus pour les transporter jusqu'à l'école primaire d'Hazelton. Les enfants commencèrent à marcher vers l'autobus en bon ordre lorsqu'un adulte amish cria « Courez! » (en allemand), et les enfants prirent la fuite dans les champs alentour. Le chaos qui s'ensuivit ne laissa qu'une poignée d'enfants aux mains de la police tandis que les autres se dépêchaient de rentrer chez eux. Les photographes de presse prirent des photographies de la débâcle des enfants et des fonctionnaires en colère, et les événements de la journée parurent dans tous les journaux du pays.

La semaine suivante, l'administration de l'enseignement public et la police locale se présentèrent à la seconde école amish, pour reproduire le même scénario que le vendredi précédent. Au lieu de courir, les enfants se mirent à chanter à tue-tête « Jésus m'aime », pendant que les

mères pleuraient et que les pères, le visage sombre, restaient debout près de la porte en signe de protestation. Le gouverneur Harold E. Hughes déclara une trêve de trois semaines dans les démêlés avec les amish, et la solidarité nationale commença à se regrouper autour d'eux. Les contributions privées affluèrent pour payer leurs amendes et leurs pénalités, et le gouverneur Hughes demanda au corps législatif de l'État de gérer la situation. En 1967, l'Assemblée générale accepta d'exempter de certaines contraintes scolaires publiques tout amish qui était dans l'État depuis au moins une décennie. Dans le comté de Buchanan ils pouvaient désormais diriger leurs propres écoles, avec leurs propres enseignants, comme ils le faisaient en d'autres endroits de l'Iowa.

Résolution de la Cour suprême

L'incident du comté de Buchanan attira l'attention, et une personne qui y accorda un intérêt tout particulier fut le révérend William C. Lindholm, natif de l'Iowa, qui était pasteur en 1965 de la Grace Lutheran Church à East Tawas, Michigan²⁶. Lindholm voyait la situation en termes



Des amish montent les marches de la Cour suprême des États-Unis. En 1972 la Cour se prononça en faveur de la requête des amish pour supprimer l'instruction formelle obligatoire après le huitième niveau.

26. Lindholm (2003) donne les détails de son implication.

de liberté religieuse et, avec l'encouragement du Conseil national des Églises, décida de s'impliquer. Il assista à l'université de Chicago à une conférence sur la réglementation des écoles qui n'étaient pas publiques et invita ceux qui étaient intéressés par les droits civiques des amish à s'organiser. Le résultat fut la création du Comité national pour la liberté religieuse amish (National Committee for Amish Religious Freedom, NCARF), qui comprenait des juristes, des intellectuels, des dirigeants religieux chrétiens et juifs, et était très représentatif de l'urgence morale défendue par des associations florissantes en ces années.

**Cour suprême des États-Unis
État du Wisconsin, pétitionnaire,
contre Jonas Yoder, Adin Yutzy et Wallace Miller.
Sur le *Writ of Certiorari* à la Cour Suprême du Wisconsin
(15 mai 1972), n° 70-110.**

Extraits du cas de la Cour suprême des États-Unis de 1972, *Wisconsin contre Yoder, et autres*. La Cour a pris unanimement le parti des défenseurs amish. Le premier juge de la Cour suprême, Warren Burger, a déposé par écrit l'opinion de la majorité. (L'opinion du juge William Douglass différait partiellement de celle de Warren, mais il restait globalement d'accord. Plusieurs autres juges ont déposé par écrit des opinions convergentes.)

« L'opposition des amish à l'instruction formelle au-delà du huitième niveau est fermement enracinée dans [...] des concepts religieux centraux. Ils s'opposent à l'enseignement secondaire et à l'éducation supérieure en général parce que les valeurs qu'elles enseignent sont en désaccord profond avec les valeurs et le genre de vie amish. [...] L'enseignement secondaire tend à mettre l'accent sur les performances intellectuelles et scientifiques, l'autodétermination, la compétition, le succès mondain et la vie sociale avec les autres étudiants. La société amish met en avant le savoir par la pratique, une vie de "bonté" plutôt que de connaissance technique, le bien-être de la communauté plutôt que la compétition, et la séparation plutôt que l'intégration dans la société mondaine.

« Comme le montre fortement le dossier, les valeurs et les programmes de l'enseignement secondaire moderne sont en violent conflit avec le mode de vie fondamental commandé par la religion amish; les lois modernes qui rendent l'enseignement secondaire obligatoire ont engendré comme conséquence beaucoup de soucis et de conflits. La conclusion inévitable est que l'enseignement secondaire, en exposant les enfants amish aux influences mondaines en termes d'attitudes, de buts et de valeurs contraires à leurs croyances, et en interférant considérablement avec le développement religieux de l'enfant et son intégration dans le genre de vie de la communauté

de foi amish à ce stade adolescent crucial du développement, enfreint les pratiques et les principes religieux de base de la foi amish, à la fois pour les parents et pour les enfants. [...] L'exigence par l'État d'une instruction formelle obligatoire après le huitième niveau mettrait gravement en danger, voire même détruirait, le libre exercice des croyances religieuses des défenseurs.

« L'État attaque la position des défenseurs car elle favorise "l'ignorance" dont l'enfant doit être protégé par l'État. Personne ne peut remettre en question le devoir de l'État de protéger les enfants de l'ignorance, mais cet argument ne cadre pas avec les faits dévoilés dans ce dossier. Quelles que soient ses idiosyncrasies telles qu'elles sont vues par la majorité, ce dossier met en évidence que la communauté amish a représenté une unité qui a hautement réussi à l'intérieur de notre société, même si elle se tient à l'écart du courant conventionnel dominant...

« Il n'est ni juste ni correct de suggérer que les amish sont opposés à l'instruction au-delà du huitième niveau. Ce que montre ce dossier, c'est qu'ils sont contre l'enseignement conventionnel formel tel que le propose un collège certifié, parce qu'il intervient chez l'enfant à la période adolescente cruciale du développement religieux...

« Nous ne devons pas oublier qu'au Moyen Âge des valeurs importantes de la civilisation occidentale furent préservées par des membres d'ordres religieux qui s'isolèrent de toutes les influences mondaines malgré de grands obstacles. Rien ne nous permet d'affirmer que la majorité d'aujourd'hui a "raison" et que les amish et des personnes dans leur genre ont "tort". Un style de vie qui est bizarre ou même déconcertant mais qui n'interfère pas avec les droits et les intérêts des autres ne doit pas être condamné sur la base de sa différence... ».

Pour la Cour : président Warren E. Burger, les juges Harry A. Blackmun, William J. Brennan, William O. Douglas, Thurgood Marshall, Potter Stewart et Byron R. White. (Les juges Lewis F. Powell et William H. Rehnquist ne prirent part ni à l'examen du dossier ni à la décision finale.)

Au moment de la formation du NCARF, le conflit de l'Iowa s'était considérablement calmé, mais de nouveaux problèmes surgissaient dans le Kansas, où un amish de Hutchinson, LeRoy Garber, avait été reconnu coupable de ne pas envoyer sa fille au collège local, et le Kansas rejetait le compromis du style de « l'école professionnelle » de Pennsylvanie. Le NCARF débattit de la situation mais la seule chose qu'il pouvait faire était de plaider en appel au niveau fédéral, et la Cour suprême des États-Unis avait refusé de revoir le cas²⁷.

27. Erickson (1975a) et Keim (1975, p. 97-98).

Pour leur part, les Garber et quelques autres membres du Vieil Ordre décidèrent de quitter le Kansas. La migration avait toujours représenté une option pour les amish confrontés à des lois étatiques inflexibles. La famille d'Adin Yutzy avait quitté le comté de Buchanan, Iowa, au plus fort de cette controverse, et déménagé dans un groupement du comté de Green, Wisconsin, qui depuis 1964 attirait des amish de tout le Midwest²⁸. Puis, à l'automne 1968, les autorités du Wisconsin arrêtaient trois pères du comté de Green qui n'envoyaient pas leurs enfants au collège. Ironiquement, l'un d'entre eux était Adin Yutzy, qui avait rencontré la même situation en Iowa. Apprenant les arrestations, Lindholm contacta William Bentley Ball, un avocat de Harrisburg, Pennsylvanie, qui commença à préparer la défense. Au printemps 1969, le NCARF perdit son procès à la cour du comté de Green²⁹. Bien que la cour reconnût que le gouvernement avait violé la liberté religieuse amish, la décision mettait en avant que « l'intérêt contraignant de l'État » éclipsait les droits religieux. En appel, la cour suprême du Wisconsin se prononça en faveur de l'Église et des parents. Il n'existait pas de « droit de contrainte » dans cette affaire, dirent les juges, et l'Église ne menaçait pas vraiment la société en choisissant d'arrêter l'instruction des enfants au huitième niveau³⁰.

Toutefois le procès n'était pas terminé. En effet le Wisconsin fit appel du verdict de la cour suprême de son État auprès de la Cour suprême des États-Unis. En décembre 1971, l'avocat William Ball plaida avec conviction à Washington, D.C. Au printemps suivant, la Cour suprême rendit sa décision dans *Wisconsin contre Yoder, et autres*, et déclara que le gouvernement n'avait pas eu raison de refuser aux amish le droit de pratiquer leur foi et d'enseigner à leurs enfants – même si un tel enseignement n'incluait aucun travail de collège certifié³¹. Le manque d'enseignement secondaire formel ne faisait pas des amish un « fardeau » social ou économique pour la société américaine, ainsi que le déclara le président de la Cour suprême Warren E. Burger, résumant l'opinion de la majorité.

Si les juristes conservateurs tels que Robert Bork critiquèrent la décision comme un autre exemple de privilège social pour des minorités qui ne le méritaient pas, *Wisconsin contre Yoder* est devenu un cas de liberté religieuse clé cité dans des centaines de jugements postérieurs. Ball y vit plus qu'une victoire pour les amish. « Les résultats de la décision non

28. Erickson (1975a, p. 73).

29. Keim (1975, p. 98, 114-123).

30. Keim (1975, p. 98) et Ball (1975, p. 120).

31. Supreme Court of the United States (1972). Le texte de la décision apparaît également dans Keim (1975, p. 149-181). Pour des comptes rendus des journaux du cas Yoder, voir Lapp (1991, p. 547-556). Discutent également du cas Hostetler (1975), Pfeffer (1975) et Epps (2003).

seulement aidèrent le peuple amish où qu'il soit, commenta-t-il plus tard, mais l'accent formidable mis sur la liberté religieuse et les droits parentaux n'a tout simplement pas de prix³². »

Depuis *Wisconsin contre Yoder*, les amish du Vieil Ordre (ainsi que des groupes similaires ou affiliés, comme les mennonites du Vieil Ordre et les Beachy amish) ont eu le droit légalement reconnu de créer et de gérer leurs propres écoles ou de se retirer des institutions publiques après le huitième niveau³³. En certains endroits – notamment dans les groupements anciens de l'Ohio et de l'Indiana – une minorité significative de parents a continué à envoyer ses enfants dans des écoles primaires publiques, mais *Yoder* a réglé la plupart des conflits touchant à l'exemption de l'enseignement secondaire. Les difficultés pour les amish ne persistèrent que dans le Nebraska. Ne tenant pas à continuer les procès, les amish finirent par quitter l'État en 1982³⁴.

L'essor des écoles des amish du Vieil Ordre, 1925-2002

Nombre d'enseignants, de directeurs et de parents du Vieil Ordre souscrivent au *Blackboard Bulletin*, une revue publiée par les amish consacrée aux intérêts des écoles primaires du Vieil Ordre. Le *Blackboard Bulletin* comprend des rubriques et des colonnes sur l'enseignement, la gestion de la classe et des idées de leçons, aussi bien que des lettres et des éditoriaux. L'éditeur entretient un répertoire des écoles, qui comprend des informations sur les origines des écoles qui démontrent leur croissance.

Nombre d'écoles actuelles fondées durant chaque décennie

Années 1920	1
Années 1930	2
Années 1940	12
Années 1950	50
Années 1960	153
Années 1970	171
Années 1980	212
Années 1990	363
2000-2002	156

32. Ed Klimuska, « A Harrisburg Attorney Won the Supreme Court Case for the Amish », *Lancaster (Pa) New Era*, 26 mai 1989, p. A-10. Ball réfléchit sur les implications dans Ball (1988) et (2003).

33. Presque tous les enfants des Beachy amish, par exemple, fréquentent des écoles privées Beachy amish, et nombreux sont ceux qui ne terminent pas le cursus de l'enseignement secondaire; voir Yoder (1987a, p. 209-210, 270-271). Sur les étudiants, enseignants et résultats du Vieil Ordre, voir Hostetler et Huntington (1992) et Huntington (1994).

34. Luthy (1994a, p. 246) et Fisher et Stahl (1986, p. 18).